

Les subsides

comme il fut celle du député d'Ottawa-Centre (M. Evans) qu'il remplace depuis peu.

• (1650)

Pour en revenir à la motion à l'étude aujourd'hui, je l'ai lue avec un certain intérêt. Elle comporte deux parties. La première parle des taux d'intérêt, et la seconde, de nouvelles options en matière d'emploi. Je ne sais vraiment pas ce qu'on entend par là. Je suppose qu'il faut y voir une de ces formules du genre «société juste», «prix pétroliers vraiment canadiens», «prix pétroliers pondérés» ou quelque chose comme «la politique énergétique nationale».

M. Althouse: «Un mal à court terme pour un bien à long terme.»

M. Nickerson: C'est un petit slogan bien pratique, et les députés peuvent parcourir le pays en répétant: «Ce qu'il nous faut, c'est de nouvelles options en matière d'emploi». Ils ne sont cependant pas vraiment obligés de dire ce qu'ils entendent par là. Nous nous rappelons tous «la société juste» et ce qu'il en est advenu. Nous nous souvenons des «prix pétroliers pondérés» et de ce que cela voulait réellement dire. Nous nous souvenons des «prix pétroliers vraiment canadiens». Ce que cela veut dire en réalité, c'est que nous augmentons le prix du pétrole à 75 p. 100 du cours mondial. C'est un slogan vide de sens. J'espère que nos amis socialistes finiront un jour par nous expliquer exactement ce qu'ils entendent par là et quelles en seront les conséquences pour les Canadiens. Je doute beaucoup qu'ils le fassent un jour—j'espère bien que non—mais dans le cas fort peu probable où le NPD devait former le gouvernement, les Canadiens voudront savoir en détail à l'avance ce que veulent dire les députés néo-démocrates. Et les Canadiens ne veulent pas avoir affaire à un nouveau «prix pétrolier pondéré».

Pour en revenir au sujet principal d'aujourd'hui, celui des taux d'intérêt, on nous a exposé ces derniers jours deux conceptions différentes de ce qu'il faudrait faire à ce sujet. La première est celle des libéraux, et la seconde celle des néo-démocrates. L'ancien secrétaire parlementaire du ministre des Finances a critiqué cet après-midi les suggestions du Nouveau parti démocratique en les qualifiant de naïves. J'irais même plus loin, je les qualifierais d'une simplicité enfantine. On laisse entendre que le ministre des Finances n'a qu'à téléphoner au gouverneur de la Banque du Canada pour lui dire de réduire les taux d'intérêt, et il aura résolu le problème. Peut-être peut-on faire de beaux discours sur le sujet à Saskatoon ou à Regina, mais il ne s'agit vraiment pas d'une option valable. Nous devons envisager les conséquences.

M. Riis: Quelle est votre solution?

M. Nickerson: J'y viens.

M. Riis: Il ne vous reste que sept minutes.

M. Nickerson: Je vais dire au député quelle solution je propose, mais permettez-moi d'abord d'en terminer avec les conséquences d'une telle mesure, si elle n'est pas mûrement réfléchie. Les capitaux finiront par fuir le pays. Ce sera la première conséquence, à moins de pouvoir faire autre chose en même temps. Il faudra imposer un contrôle des changes.

M. Riis: N'avez-vous rien de mieux à proposer?

M. Nickerson: Il faudra dire aux Canadiens qu'ils ne peuvent pas aller visiter Disneyland pendant leurs vacances.

M. Riis: Proposez une solution.

M. Nickerson: Il est inutile de dire que si nous voulons imposer un contrôle des changes, nous pouvons en faire porter le fardeau aux banques et aux grosses sociétés. Cela ne marcherait pas non plus. C'est le simple particulier qui en pâtira le plus, si nous adoptons la solution naïve et simpliste des Néo-démocrates.

M. Riis: Il ne vous reste que six minutes.

M. Nickerson: D'autre part, il y a l'attitude des libéraux. Ils se contentent de lever les bras d'un air impuissant en disant qu'ils ne peuvent rien faire pour remédier au problème, qui est international, que cette situation est causée par les États-Unis d'Amérique, qu'elle sévit dans tous les autres pays du monde, que l'on ne peut rien y faire, et que le mieux que nous puissions faire, c'est de maintenir nos taux d'intérêt à plusieurs points de pourcentage au-dessus de ceux des autres pays afin d'attirer les capitaux au Canada.

Aucune de ces opinions n'est très judicieuse, à mon avis. Il est vrai que le Canada est lié au système financier international et que nous n'avons pas une grande marge de manœuvre. Nos taux d'intérêt ne peuvent pas être de 2.5 à 3 p. 100 lorsqu'ils atteignent 15 p. 100 aux États-Unis. Nous ne pouvons pas aller aussi loin, mais à mon avis, si nous jouons nos cartes convenablement, nous avons une certaine liberté d'action. Nous pouvons faire baisser les taux d'intérêt dans notre pays. Cela s'est produit en Suisse et au Japon, et nous pourrions le faire sans recourir au contrôle des changes.

M. Riis: Comment?

M. Nickerson: Comme l'a dit l'un des députés qui m'a précédé, nous ne pourrions sans doute pas diminuer beaucoup les taux d'intérêt, à cause du taux d'inflation. Ce serait injuste envers les prêteurs, compte tenu notamment du taux d'imposition élevé grévant les intérêts en vigueur à l'heure actuelle. Cependant, nous devons rendre le Canada attrayant pour les investisseurs.

M. Riis: Comment faire?

M. Nickerson: Nous devons convaincre les gens de placer leur argent au Canada, qu'il s'agisse de Canadiens ou d'étrangers.

M. Riis: C'est ce que vous préférez, n'est-ce pas, les étrangers?

M. Nickerson: Si les gens voulaient investir davantage dans notre pays et si les Canadiens voulaient investir dans leur propre pays, et s'ils peuvent le faire en toute confiance, ce qui n'est certes pas le cas aujourd'hui, cela ferait automatiquement baisser les taux d'intérêt. C'est la loi de l'offre et de la demande. Si l'on veut que les gens investissent, il va falloir que les taux d'intérêt baissent. Ils seraient alors acceptables. Pour l'instant, il faut que nous acceptions des taux d'intérêt anormalement élevés pour pouvoir attirer les investisseurs qui ne souhaitent pas vraiment investir au Canada et qui préféreraient investir ailleurs.